

Reconquérir la France

Jacques Bichot, économiste, le 3 décembre 2013

www.economiematin.fr/news-reconquerir-france-gilets-jaunes

Il n'y a plus une manifestation qui ne fournisse aux voyous l'occasion de casser, de cogner et de piller. Cette situation est grave. Les braves gens, qui forment l'immense majorité des gilets jaunes, ont le droit de manifester pacifiquement pour dire à leurs élus et à ceux qui préparent et mettent en œuvre leurs décisions qu'ils ne sont pas contents des dites décisions.

Le ras-le-bol fiscal est d'abord un refus d'accepter le mauvais rendement de notre système politique et administratif. Les Français ne sont pas contre l'impôt et le service public ; ils en ont assez de payer beaucoup au titre des premiers pour obtenir un second de qualité médiocre. Le consommateur de ce que produisent l'Etat et, subsidiairement, les collectivités territoriales, en veut pour son argent.

Lorsqu'il n'est pas content de payer beaucoup pour obtenir des services publics qu'il juge insuffisants, le Français ne peut pas et ne veut pas changer de crémerie. Aimant son pays, que ce soit la « terre de ses ancêtres » ou, parfois, sa patrie toute récente, il entend y rester. Il estime – et qui le lui reprochera ? – que ce n'est pas à lui de partir, mais à ceux qui font la démonstration de leur incompétence dans l'exercice du pouvoir, et à ceux qui se conduisent mal, s'ils sont étrangers.

La première chose à faire, pour ce gouvernement, c'est de reconquérir le territoire national. C'est-à-dire de mettre au pas les casseurs et autres délinquants, dont le comportement empoisonne la vie des Français. Ce qui s'est passé sur les Champs Elysées n'est que la continuation de ce qui se passe dans trop de ces « territoires perdus de la République », où les forces de l'ordre n'osent plus pénétrer si ce n'est de manière occasionnelle, avec des effectifs énormes. Tant que des gilets jaunes, verts ou violets ne pourront pas manifester pacifiquement sans que leur mouvement soit mis à profit par ce que l'on appelait jadis des loubards, la République ne sera qu'une coquille vide.

La seconde tâche à mener à bien, c'est de restaurer la qualité, le sens du travail bien fait, la compétence et l'entrain au travail, dans l'ensemble de nos administrations. La France a trop de fonctionnaires, et pourtant elle est sous-administrée ! Ces hommes et ces femmes qui y travaillent ne sont pas, à quelques exceptions près, paresseux ou incapables : ils sont mal dirigés, comme l'était jadis la régie Renault.

Le sauveur de cette grande entreprise, qui est maintenant sur le gril au Japon parce qu'il a trop bien réussi à redresser, non seulement la firme française, mais aussi une très grande firme japonaise, nous a fourni la preuve qu'aucune situation n'est désespérée. Que Macron, qui n'a pas les qualités voulues pour engager lui-même le travail de redressement, trouve comme Premier Ministre une sorte de Carlos Ghosn pour revoir de fond en comble la façon de travailler dans le secteur public : dans quelques années il n'y aura plus de déficit, et donc plus besoin de prendre des prétextes écolos pour faire rentrer l'argent voulu dans les caisses publiques.